



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/DRIEAT/UD77/101 du 17/08/2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société Energie Meaux
pour son site de production de chaleur situé 50, rue Pierre Brasseur
sur le territoire de la commune de MEAUX (77 100)**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-2, L. 511-1, L. 229.6, R. 181-45, R. 229-5 à R. 229-21 et R. 515-60 à R. 515-73 ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le décret n°2017-1442 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement ;

VU la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution (UE) n° 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion (BREF) ;

VU l'arrêt du Tribunal de la Cour de Justice Européenne (troisième chambre élargie) du 27 janvier 2021, République de la Pologne c/ Commission européenne, affaire T-699/17 annulant la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission, du 31 juillet 2017 ;

VU l'arrêt du tribunal de la Cour de Justice Européenne (troisième chambre élargie) du 27 janvier 2021 précisant que les effets de la décision d'exécution annulée sont maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur, dans un délai raisonnable qui ne saurait excéder douze mois à compter de la date du prononcé du présent arrêt, d'un nouvel acte appelé à la remplacer ;

VU la directive 2003/87/CE du parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 autorisant la société ENERGIE MEAUX à poursuivre l'exploitation d'une installation de cogénération et d'une installation de combustion dont la puissance est supérieure à 20 MW thermique à Meaux, 50 rue Pierre Brasseur section AM parcelle 279 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 293 du 17 novembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société ENERGIE MEAUX sise 48-50, rue Pierre Brasseur – 77 100 Meaux ;

VU le dossier de réexamen transmis par l'exploitant le 17 août 2018 ;

VU le rapport de base transmis par l'exploitant par courrier du 10 août 2018 et référencé « Entime- 5185-006-001 Rév A » en date du 7 août 2018 ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 juillet 2021 de l'inspection des installations classées portés à la connaissance de l'exploitant le 13 juillet 2021 ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par le courrier du 09 août 2021 ;

VU le rapport et le projet d'arrêté en date du 17 août 2022 de l'inspection des installations classées, intégrant les remarques formulées par l'exploitant lors de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations de combustion (BREF LCP) ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, la commission n'a pas publié de nouvel acte destiné à remplacer la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 et que les effets de la dite décision sont maintenus ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions du code de l'Environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68,
- ces installations ou équipements doivent respecter les dites prescriptions,

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen complété démontre la prise en compte par l'exploitant des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles ;

CONSIDÉRANT les mesures proposées par l'exploitant dans le dossier de réexamen ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures d'autosurveillance des rejets atmosphériques transmis par l'exploitant depuis la dernière autorisation ;

CONSIDÉRANT que les mesures réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles décrites dans les documents de référence applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il est nécessaire de réviser les valeurs limites d'émission des polluants atmosphériques des appareils de combustion de l'installation en fonction des performances actuelles de ces installations ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre en compte les modifications réglementaires relatives aux rejets aqueux introduites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 181-2 du code de l'environnement l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions des articles R. 515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement il convient de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations de la société Energie Meaux afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement, et notamment celles relatives :

- aux rubriques de classement des activités,
- à la cessation d'activité,
- aux valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques,
- à la surveillance des émissions atmosphériques,
- à l'autorisation d'émission de gaz à effet de serre,
- à la protection des sols et à leur surveillance périodique,
- à la transmission des résultats de la surveillance des émissions sonores et des sols,
- et à la fourniture d'un bilan annuel ;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site proposées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des enjeux limités, l'avis du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques de Seine-et-Marne sur le projet d'arrêté n'est pas requis ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ENERGIE MEAUX, dont le siège social est situé Immeuble Horizon 1, 10 Allée Bienvenue à Noisy-le-Grand (93), est tenue de respecter sur son site de MEAUX, 50 rue Pierre Brasseur, les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Meaux,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 17 août 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,

Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Meaux,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Déléguée départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

TITRE I – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

ARTICLE 1 : Modifications et complément apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs suivants sont modifiées ou supprimées et remplacées par le présent arrêté, conformément aux prescriptions suivantes récapitulées dans le tableau ci-dessous à la date d'application du présent arrêté.

Référence de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants de l'annexe du présent arrêté
Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 293 du 17 novembre 2009	Articles 3, 4, 6 et 7	Suppression TITRE II - Article 1
Arrêté d'autorisation n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999	Article 1.2.1	Modification TITRE III - Article 1
	Article 1.2	Ajout article 1.2.2 TITRE III - Article 2
	Article 2.6	Modification TITRE III - Article 3
	Article 2	Ajout articles 2.10., 2.11, 2.12, 2.13, et 2.14 et 2.17 TITRE III - Article 4
	Article 2.7.2	Modification TITRE III - Article 5
	Article 3.1.7	Ajout article 3.1.7.3 et 3.1.7.4 TITRE III - Articles 6 et 7
	Article 3.II.1	Ajout article 3.II.1.3 TITRE III - Article 8
	Article 3.II.3	Modification TITRE III - Article 9
	Article 3.II.4	Modification TITRE III - Article 10
	Article 3.II	Ajout article 3.II.5 TITRE III - Article 11
	Article 3.III.2.1	Modification TITRE III - Article 12
	Article 3.IV.5	Modification TITRE III - Article 13
	Article 3.IV.	Ajout article 3.IV.6 TITRE III - Article 14
	Article 6	Modification TITRE III - Article 15

TITRE II – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N°09 DAIDD IC 293 DU 17 NOVEMBRE 2009

ARTICLE 1

Les articles 3, 4, 6 et 7 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 293 du 17 novembre 2009 sont supprimés.

TITRE III – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 99 DAI 2IC 301 DU 29 OCTOBRE 1999

ARTICLE 1

L'article 1.2.1 « LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique	Alinéa	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3110	/	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Puissance thermique nominale	≥ 50 MW	- 2 chaudières au gaz de 8 MWth unitaire (G1 et G2) - 1 chaudière au gaz de 28 MWth (G3) - 1 chaudière au FOD de 29 MWth (G4) - 1 turbine à gaz (TAG) de 82 MWth => Soit 155 MWth au total

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations, ou les capacités maximales autorisées

Les installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du Chapitre V du Titre Ier du Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement (articles R. 515-58 et suivants) relatives aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (Directive IED). Ces dispositions s'appliquent également aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions. »

ARTICLE 2 :

L'article 1.2.2 suivant est ajouté à l'article « 1.2 NATURE DES ACTIVITÉS » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 :

« 1.2.2 RUBRIQUE PRINCIPALE ET CONCLUSIONS SUR LES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Au titre de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion de combustibles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les conclusions relatives aux grandes installations de combustion. »

ARTICLE 3 :

L'article 2.6 « CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE 2.6 CESSATION D'ACTIVITÉ »

Sans préjudice de l'application des mesures prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement, lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement. L'exploitant transmet le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 même si cet arrêt ne libère pas de terrain susceptible d'être affecté à cet usage.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2. »

ARTICLE 4 :

Les articles 2.10, 2.11, 2.12, 2.13 et 2.14 suivants sont ajoutés à l'article 2 « DISPOSITIONS ADMINISTRATIVE APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 :

« ARTICLE 2.10 MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL »

L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;

- contrôle efficace des procédés ;
- gestion des modifications.

ARTICLE 2.11 MANAGEMENT DE L'ÉNERGIE

L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

ARTICLE 2.12 PÉRIODES DE DÉMARRAGE ET D'ARRÊT

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour garantir des périodes de démarrage et d'arrêt d'aussi courte durée que possible.

La période de démarrage de chaque turbine est réputée s'achever lorsque l'installation atteint la charge minimale de démarrage pour une production stable.

La période d'arrêt de chaque turbine est réputée commencer après que l'installation a atteint la charge minimale d'arrêt pour une production stable à partir duquel il n'y a plus d'électricité disponible pour le réseau.

Les seuils de charge qui déterminent la fin de la période de démarrage et le début de la période d'arrêt sont les suivants :

Appareil	Pourcentage de charge au-dessus duquel la période de démarrage est achevée et en dessous duquel la période d'arrêt commence
G1, G2 et G3	30 % de la puissance thermique de chaque chaudière fonctionnant au gaz
G4	30 % de la puissance thermique de la chaudière fonctionnant au FOD
TAG	30 minutes maxi après le démarrage de l'installation et avant l'arrêt de l'installation

ARTICLE 2.13 GESTION DES PÉRIODES AUTRES QUE LES PÉRIODES NORMALES DE FONCTIONNEMENT

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé,
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

L'exploitant est tenu d'établir, au plus tard le 17 août 2021, un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,
- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire,

- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.14 RÉEXAMEN DES CONDITIONS D'AUTORISATION - DOSSIER DE RÉEXAMEN

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.2 du présent arrêté. »

ARTICLE 5 :

L'article 2.7.2 BILAN ENVIRONNEMENT (eau, air, déchets - rejets chroniques et accidentels) de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 21C 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« 2.7.2 BILANS

2.7.2.1 DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant effectue chaque année, auprès du ministre en charge des installations classées, la déclaration prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, via l'application informatique « GEREP ».

2.7.2.2 BILAN ANNUEL

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par le présent arrêté concernant :

- ☐ la surveillance des rejets atmosphériques et dans l'environnement ;
- ☐ les résultats des procédures QAL 1 – QAL 2 – QAL 3 ;
- ☐ la surveillance des prélèvements d'eau et des rejets aqueux ;
- ☐ la gestion des déchets ;
- ☐ la surveillance des eaux souterraines et des sols ;
- ☐ les informations générales concernant la formation des opérateurs. »

ARTICLE 6 :

L'article 3.1.7.3 « ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES MOYENS DE PROTECTION » suivant est ajouté à l'article 3.1.7 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 21C 301 du 29 octobre 1999 :

« 3.1.7.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES MESURES DE PROTECTION

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens de protection mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.

Les vérifications, les opérations de maintenance, d'entretien et de vidange des rétentions, tuyauteries, conduits d'évacuations divers doivent être notées sur un registre. Le registre et les éléments justificatifs (procédures, consignes, compte rendu des opérations) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 7 :

L'article 3.I.7.4 « MODALITÉS DE SURVEILLANCE DES SOLS » est ajouté à l'article 3.I.7 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 :

« 3.I.7.4 CAMPAGNES D'ANALYSES DE SURVEILLANCE DES SOLS »

Un programme de surveillance des sols est mis en place par l'exploitant. Il comprend au minimum une fois tous les 10 ans une surveillance de l'état des sols portant sur :

- les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente et portant à minima sur les substances suivantes HCT volatils (C5-C10), HCT (C10-C40), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 HAP), BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), COHV et métaux,
- les points pour lesquels existerait une suspicion de pollution faisant suite à un événement survenu depuis le dernier état des lieux réalisé pour le rapport de base et portant à minima sur les substances pertinentes.

Un rapport contenant les résultats des mesures prescrites est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation. Ce rapport mentionne les valeurs mesurées sur les divers paramètres en les comparant aux valeurs mesurées lors de l'élaboration du rapport de base et des dernières mesures réalisées. »

ARTICLE 8 :

L'article 3.II.1.3 « COMBUSTIBLES AUTORISÉS ET SUIVI DU COMBUSTIBLE » est ajouté à l'article 3.II.1 « GÉNÉRALITÉS » de l'article 3.II PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 :

« 3.II.1.3 COMBUSTIBLES AUTORISÉS ET SUIVI DU COMBUSTIBLE »

Les combustibles autorisés pour le fonctionnement des installations sont les suivants :

- gaz naturel pour les chaudières G1, G2, G3 et la TAG
- fioul domestique (FOD) pour la chaudière G4.

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du fioul domestique et du gaz utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants :

- pour le FOD : cendres, azote, carbone et soufre
- pour le gaz : PCI, CH₄, C₂H₆, C₃, C₄⁺, CO₂, N₂ et indice de Wobbe

Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie et tenus à la disposition de l'inspection. Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures des paramètres et substances caractérisées. »

ARTICLE 9 :

L'article 3.II.3 « VALEURS LIMITES DE REJET » de l'article 3.II PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« 3.II.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS

3.II.3.1 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS EN CONCENTRATION

Chacun des rejets issus des installations doit respecter les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour la TAG.

Les VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations telles que définies à l'article 2.12 du présent arrêté. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Pour le gaz

➤ NO_x, CO, SO₂ et poussières totales

	Chaudières G1, G2 et G3			TAG (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)		
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO _x	110	100	100	60	60	60
CO	110	100	40	93,5	85	85
SO ₂	38,5	35	35	11	10	10
Poussières totales	5,5	5	5	5,5	5	5

Pour le FOD

➤ NO_x, CO, SO₂ et poussières totales

	Chaudière G4 au FOD (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)		
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière (1)	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO _x	187	200	200
CO	110	100	100
SO ₂	187	170	170
Poussières totales	25	25	20

Pour le FOD et le gaz :

➤ COVNM, HAP et métaux

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 min au minimum et de huit heures au maximum)
COVNM (pour les chaudières)	110
HAP	0,1
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5

Le nombre d'heures d'exploitation de l'installation, de la TAG ou d'une chaudière est défini comme « le temps exprimé en heures, pendant laquelle l'installation ou l'appareil est en exploitation et rejette des émissions dans l'atmosphère, à l'exception des phases de démarrage et d'arrêt ». L'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation de l'installation et de chaque appareil, il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

3.II.3.2 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS EN FLUX

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Chaudières G1, G2 et G3 (< 5 000 h)		Chaudières G4 (< 500 h)		TAG (< 500 h)	
Paramètre	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/h	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/h	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/h
NOx	3,8	19	5,6	2,8	14,6	7,3
CO	3,8	19	3,3	1,7	20,7	10,4
SO ₂	1,3	6,5	5,6	2,8	2,44	1,22
Poussières	0,19	0,95	0,82	0,33	1,22	0,61

ARTICLE 10 :

L'article 3.II.4 «SURVEILLANCE DES REJETS À L'ATMOSPHÈRE» de l'article 3.II « PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« 3.II.4 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHERIQUES

3.II.4.1 PRINCIPES ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte

des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données de surveillance.

3.II.4.2 MODALITÉS DE SURVEILLANCE DES REJETS

I. - Les concentrations en oxydes de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières des gaz résiduels sont mesurées en continu.

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu, toutefois la mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.II.3.1 (concentrations) et 3.II.3.2 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.

Les exigences relatives à la surveillance des émissions de COVNM, HAP et métaux ne s'appliquent pas dans le cas de l'utilisation du gaz.

3.II.4.3 CONDITIONS DE SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 17 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

III. - Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- NOx : 20 %
- SO₂ : 20 %
- Poussières : 30 %

3.II.4.4 DÉTERMINATION DES VALEURS MOYENNES VALIDÉES

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 3.II.4.3 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.II.4.5 du présent arrêté.

3.II.4.5 CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES

I - MESURES EN CONTINU

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.II.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 3.II.4.4 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 2.12 du présent arrêté.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus aux articles 2.7.2.1 et 2.7.2.2 du présent arrêté.

II - CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES POUR LES MESURES PÉRIODIQUES

Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.II.3.1 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

3.II.4.6 TRANSMISSION DES RÉSULTATS À L'INSPECTION (CONCENTRATION ET FLUX)

Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre du point II de l'article 3.II.4.2 sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.

Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »

ARTICLE 11 :

Il est ajouté à l'article 3.II « PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999, un article 3.II.5 «UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE ET LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE » comportant les articles suivants :

« 3.II.5 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE ET LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE

3.II.5.1 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser avant le 17 août 2021 par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Le préfet peut fixer des prescriptions relatives à l'efficacité énergétique sur la base des conclusions établies dans ce rapport.

Cet examen est renouvelé à chaque réexamen périodique prévu à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.

3.II.5.2 SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS - AUTORISATION D'ÉMETTRE DES GAZ À EFFET DE SERRE

La présente autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L. 229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

L'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre est motivée par l'exercice de l'activité suivante, mentionnée dans le tableau de l'article R. 229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné	Volume de l'activité autorisée
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	CO ₂	155 MW

. »

ARTICLE 12 :

L'article 3.III.2.1 « Organisation » de l'article 3.III.2 « GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant :

« 3.III.2.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS ET PLAN DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement notamment permettant :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation.

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets répondant à ces dispositions. »

ARTICLE 13 :

L'article 3.IV.5 « CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES » de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est complété par la phrase suivante :

« Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réalisation avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

ARTICLE 14 :

L'article 3.IV.6 « PLAN DE GESTION DES NUISANCES SONORES » suivant est ajouté à l'article 3.IV PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 :

« 3.IV.6 PLAN DE GESTION DES NUISANCES SONORES

L'exploitant met en place, au plus tard le 17 août 2021, un plan de gestion des nuisances sonores en cas de nuisance sonore probable ou confirmée comprenant :

- un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation ;
- un programme de réduction du bruit ;
- un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit ;
- un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés. »

ARTICLE 15 :

Le tableau de l'article 6 - DOCUMENTS À TRANSMETTRE de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par le tableau suivant :

«

Article	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
2.3	Résultats des contrôles réalisés à la demande de l'inspection	Dès réception des résultats
2.7.2.1	Déclaration annuelle des émissions et des déchets	Annuelle (GEREP), avant le 31 mars de l'année N+1 (hors émissions de gaz à effet de serre)
2.7.2.2	Bilan annuel	Avant le 30 avril de l'année N+1
2.10	Système de management environnemental	Dès le 17 août 2021
2.11	Système de management de l'énergie	Dès le 17 août 2021
2.13	Plan de gestion des périodes OTNOC	Dès le 17 août 2021
2.14	Dossier de réexamen	Dans l'année qui suit la publication des nouvelles conclusions des MTD de la rubrique principale
3.I.7.4	Mesures de surveillance des sols	Tous les 10 ans Transmission dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
3.II.4.6	Résultats des mesures des rejets atmosphériques	Trimestrielle (Autosurveillance) et dans le mois qui suit la réalisation pour le contrôle par un organisme agréé. (GIDAF ⁽¹⁾)
3.II.5.1	Mesure de l'efficacité énergétique Examen relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique	Mesure en cas de modification des installations Dès le 17 août 2021, puis lors du nouveau réexamen prévu à l'article 2.14
3.III.2.1	Plan de gestion des déchets	Dès le 17 août 2021
3.IV.5	Mesures des niveaux sonores et commentaires de l'exploitant	Tous les 5 ans Transmission dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
3.IV.6	Plan de gestion des nuisances sonores	Dès le 17 août 2021

(1) GIDAF : Site de télédéclaration du ministère de la Transition Écologique et Solidaire, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. »